



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Rapport Annuel au Parlement

Loi sur l'accès à l'information

et

**Loi sur la protection des
renseignements personnels**

2007 - 2008



Canada

Publié avec l'autorisation du
ministre des Affaires indiennes et du Nord
canadien et interlocuteur fédéral auprès des
Métis et des Indiens non inscrits
Ottawa, 2008

www.ainc-inac.gc.ca

1-800-567-9604

ATME seulement 1-866-553-0554

QS-6220-000-BB-A1

N° de catalogue R1-7/2008

ISBN 978-0-662-05836-6

© Ministre des Travaux publics et des
Services gouvernementaux Canada

This publication is also available in English under the title:
**Annual Report to Parliament Access to Information Act
and Privacy Act 2007-2008**

1. INTRODUCTION

APERÇU

Tandis que la *Loi sur la protection des renseignements personnels (LPRP)*, proclamée en juillet 1983, a pour objet de « compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels et le droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent » (article 2), la *Loi sur l'accès à l'information (LAI)*, elle aussi proclamée en juillet 1983, a pour objet « d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication » (article 2). Par public on entend les Canadiens, les résidents permanents et toute personne vivant au Canada.

Les principes qui sous-tendent ces Lois sont les suivants :

- le public a le droit de consulter les documents de l'administration fédérale;
- les exceptions indispensables qui restreignent ce droit doivent être précises et limitées;
- la *Loi sur l'accès à l'information* ne vise pas à remplacer les moyens actuels de fournir de l'information;
- les décisions relatives à la communication sont susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif; et
- à moins d'exceptions spécifiques, les renseignements personnels ne peuvent être communiqués sans la permission des individus auxquels ils appartiennent.

Le rapport annuel pour l'exercice financier 2007-2008 est présenté au Parlement conformément aux paragraphes 72(1) et 72(2) de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

MANDAT DU MINISTÈRE

De façon générale, Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) veille à respecter les obligations et les engagements pris par le gouvernement du Canada à l'égard des Inuit, des Métis et des Premières nations et à s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement fédéral dans le Nord. Ce vaste mandat est principalement dicté par la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, la *Loi sur les Indiens*, les lois territoriales et les obligations juridiques stipulées au paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Le Ministère administre au total plus de 50 lois. Par conséquent, son rôle est complexe et ses responsabilités touchent un large éventail de programmes.

Le Ministère est tenu de respecter les obligations et les engagements pris par le gouvernement du Canada envers les Inuit, les Métis et les Premières nations et de s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement du Canada dans le Nord. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien exerce également la fonction d'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits. À ce titre, il sert d'intermédiaire entre le gouvernement du Canada et les Métis, les Indiens non inscrits et les Autochtones des milieux urbains.

En vigueur depuis le 1^{er} juin 2008, Résolution des questions des pensionnats indiens Canada (RQPIC), a été transféré au Ministère. RQPIC, précédemment une entité départementale qui relevait du ministre, est chargé de s'occuper des problèmes découlant des séquelles laissées par les pensionnats indiens et de les régler. Un rapport annuel distinct pour RQPIC sera soumis pour 2007-2008.

DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

En vertu de l'article 73 des deux Lois, le ministre a délégué ses attributions afin de permettre au Ministère de satisfaire aux exigences des Lois et d'en exercer les pouvoirs. La responsabilité relative à tous les articles des Lois a été déléguée au secrétaire du Ministère, œuvrant au Secrétariat du Ministère, et au coordonnateur de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du Ministère. L'exécution de fonctions administratives particulières a également été déléguée à certains employés. Vous trouverez aux appendices A et B les Ordonnances de délégation de pouvoirs du Ministère pour ces deux Lois.

ORGANISATION DE L'UNITÉ DE L'AIPRP

Afin de s'acquitter de ses responsabilités en vertu des deux Lois, le bureau de l'AIPRP du Ministère se divise en trois équipes; une équipe est responsable des Politiques sur la vie privée alors que les deux autres s'acquittent des demandes d'information. Le coordonnateur est assisté par deux conseillers principaux aux politiques, qui voient à la bonne marche des opérations en s'occupant de la logistique, des projets spéciaux, de la formation et de la gestion des ressources humaines. L'unité relève du Secrétaire du Ministère qui se rapporte directement au sous-ministre et est membre du Comité exécutif du Ministère.

SESSIONS D'INFORMATION ET ATELIER DE TRAVAIL

Au cours de l'exercice financier 2007-2008, quarante-huit (48) sessions d'information sur la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ont été tenues au niveau national. Au-delà de six cents (600) participants ont bénéficié de ces sessions et les deux (2) instructeurs, qui sont des membres du personnel de l'AIPRP, n'ont reçu que des critiques positives et constructives de la part des participants.

Ces sessions s'adressaient principalement aux employés du Ministère qui sont impliqués dans le processus des demandes d'accès et de renseignements personnels. L'objectif était qu'ils comprennent le processus et ses exigences, de façon à améliorer le traitement des demandes et ultimement offrir aux requérants un soutien et un service améliorés.

Dans le même ordre d'idées, l'unité de l'AIPRP a aussi tenu un atelier de travail national dans la région de la capitale nationale du 28 février au 1^{er} mars 2008. Plus de soixante-dix (70) participants ont participé à cet atelier qui s'est avéré être un vif succès tant au niveau de la formation professionnelle qu'au niveau du réseautage.

2. LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

POINTS SAILLANTS

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, le Ministère a reçu quatre cents (400) demandes de renseignements en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (voir l'illustration 1). En plus des nouvelles demandes reçues, le traitement de trente-neuf (39) demandes, déposées au cours du dernier exercice financier, a été reporté au présent exercice, ce qui porte à quatre cent trente-neuf (439) le nombre total de demandes à traiter. Durant la période visée par le présent rapport, trois cent cinquante-quatre (354) demandes ont été traitées et quatre-vingts (80) demandes actives ont été reportées à la période suivante. Vous trouverez le rapport statistique sur l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* aux pages 8 et 9.

SOURCES DES DEMANDEURS

Voici la répartition des demandes d'accès à l'information reçues durant la période visée par le présent rapport (voir l'illustration 1) :

• Médias	116
• Universités	0
• Affaires	102
• Organisations	61
• Public	<u>121</u>
TOTAL	400

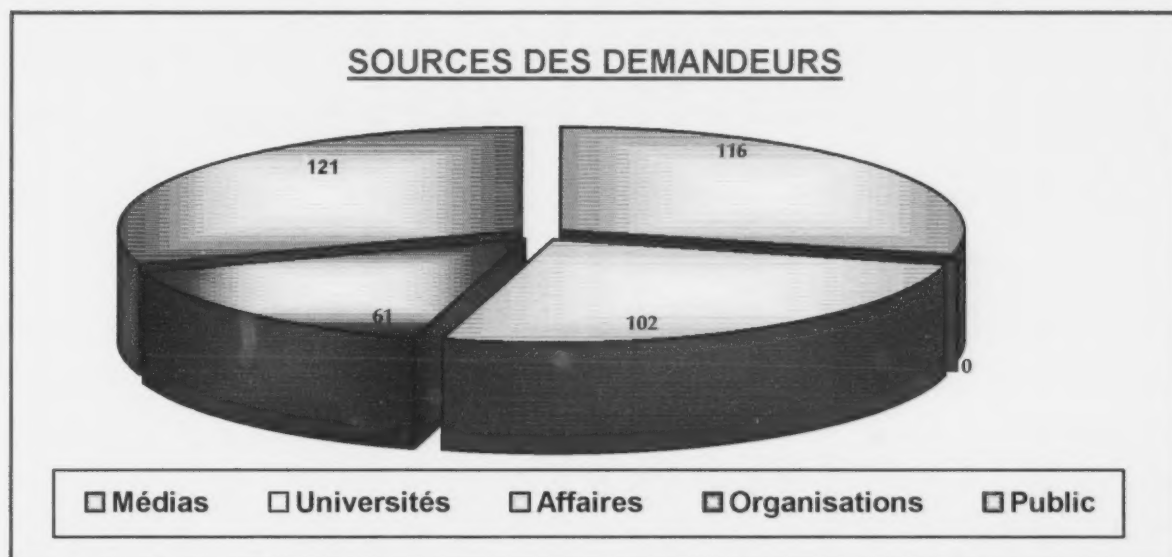


Illustration 1

RÈGLEMENT DES DEMANDES

Les demandes ont été réglées comme suit (voir l'illustration 2) :

▪ Communication totale	75
▪ Communication partielle	116
▪ Aucune communication (exclusion)	1
▪ Aucune communication (exemption)	4
▪ Transmission à un autre ministère	3
▪ Traitement impossible ¹	63
▪ Abandon de la demande	70
▪ Traitement non officiel	<u>22</u>
TOTAL	354

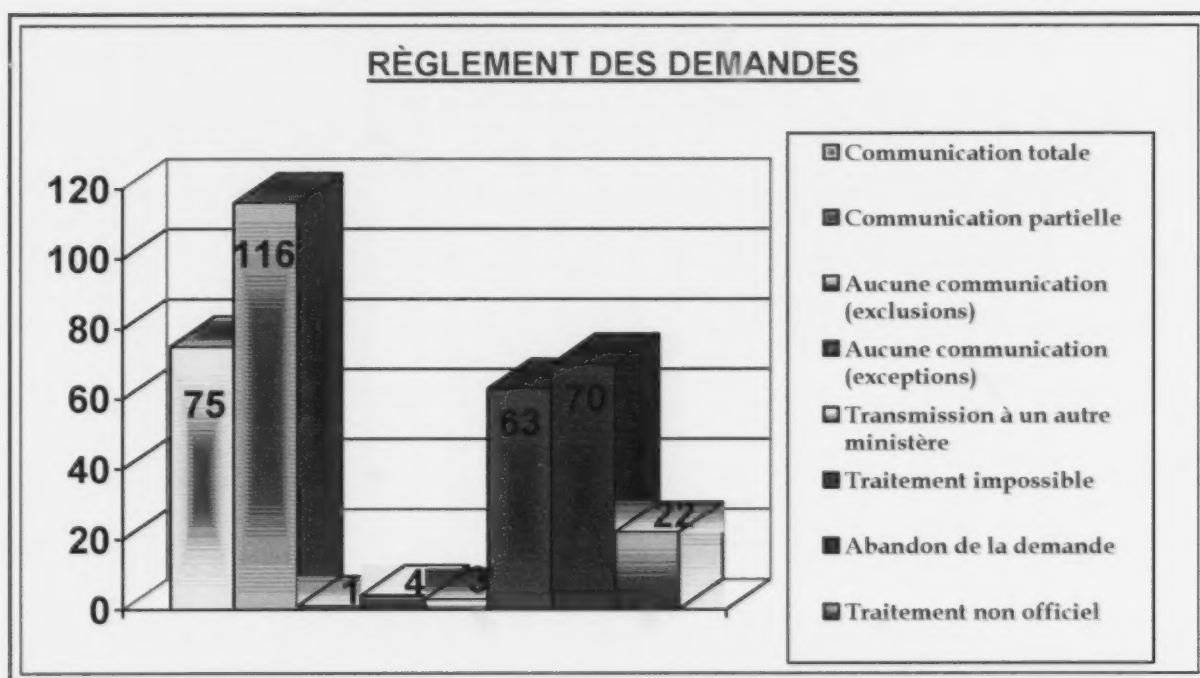


Illustration 2

FRAIS ET DROITS

Durant la période visée par le présent rapport, les droits perçus par le Ministère se sont élevés à \$12,364.00 tandis que les droits dispensés ont été évalués à \$42,105.80.

¹ Aucun document pertinent aux demandes.

CONSULTATIONS AUPRÈS D'AUTRES INSTITUTIONS

Lorsqu'une demande porte sur des dossiers qui présentent davantage d'intérêt pour une autre institution, on consulte le coordonnateur de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de cette institution. Durant la période visée par le rapport, le Ministère a reçu cent cinquante-quatre (154) demandes de consultation provenant d'autres institutions.

PLAINTES ET ENQUÊTES

Pendant la période visée par le rapport, le Commissaire à l'information du Canada a reçu dix-neuf (19) plaintes contre le Ministère. Des enquêtes ont été menées relativement à ces plaintes : six (6) ont été réglées durant le présent exercice financier; les treize (13) autres, toujours à l'étude, se poursuivront au cours du prochain exercice. Des six (6) plaintes réglées, deux (2) ont été rejetées par le Commissaire, et quatre (4) ont été réglées à la satisfaction de la partie plaignante. Aucune plainte n'était justifiée.



REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada				Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2006 TO/À 03-31-2007	
Source	Media / Médias 116	Academia / Secteur universitaire 0	Business / Secteur commercial 102	Organization / Organisme 61	Public 121

I Requests under the Access to Information Act /
Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	400
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	39
TOTAL	439
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	354
Carried forward / Reportées	85

II Disposition of requests completed /
Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	75	6. Unable to process / Traitement impossible	63
2. Disclosed in part / Communication partielle	116	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	70
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	22
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	4	TOTAL	354
5. Transferred / Transmission	3		

III Exemptions invoked /
Exceptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	4	S. Art. 16(1)(a)	3	S. Art. 18(b)	2	S. Art. 21(1)(a)	32
(b)	0	(b)	0	(c)	0	(b)	29
(c)	6	(c)	3	(d)	7	(c)	28
(d)	0	(d)	0	S. Art. 19(1)	73	(d)	4
S. Art. 14	13	S. Art. 16(2)	0	S. Art. 20(1)(a)	0	S. Art. 22	5
S. Art. 15(1) International rel. / Relations intern.	2	S. Art. 16(3)	0	(b)	49	S. Art. 23	31
Defence / Défense	4	S. Art. 17	1	(c)	30	S. Art. 24	3
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	1	(d)	16	S. Art. 26	3

IV Exclusions cited /
Exclusions citées

S. Art. 68(a)	9	S. Art. 69(1)(c)	3
(b)	0	(d)	2
(c)	0	(e)	5
S. Art. 69(1)(a)	8	(f)	2
(b)	1	(g)	30

V Completion time /
Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	230
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	46
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	61
121 days or over / 121 jours ou plus	17

VI Extensions /
Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	24	16
Consultation	12	35
Third party / Tiers	0	50
TOTAL	44	101

VII Translations /
Traduction

Translations requested / Traductions demandées		0
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	0
	French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access /
Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	190
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	1

IX Fees /
Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	\$1 810.00	Preparation / Préparation	\$0.00
Reproduction	\$3 037.00	Computer processing / Traitement informatique	\$0.00
Searching / Recherche	\$7 517.00	TOTAL	\$12 364.00
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		50	\$ 383.00
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		25	\$ 42 105.80

X Costs /
Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$ 975 854.65
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 169 173.97
TOTAL	\$ 1 144 028.62
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raison)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	15.75





REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

**Supplemental Reporting
Requirements for 2007-2008**

Access to Information Act

In addition to the reporting requirements addressed in form TBS/SCT 350-62 "Report on the Access to Information Act", institutions are required to report on the following using this form:

Part III – Exemptions invoked

Section 13

Subsection 13(e) _____ 2 _____

Section 14

Subsections 14(a) _____ 8 _____

14(b) _____ 5 _____

Part IV – Exclusions cited:

**Exigences en matière de rapports pour
2007-2008**

Loi sur l'accès à l'information

En plus des exigences relatives à l'établissement de rapports dont on traite dans le formulaire TBS/SCT 350-62, « Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information », les institutions sont tenues de déclarer ce qui suit en utilisant le présent formulaire :

Partie III – Exceptions invoquées

Article 13

Paragraphe 13(e) _____ 2 _____

Article 14

Paragraphe 14(a) _____ 8 _____

14(b) _____ 5 _____

Partie IV – Exclusions citées

3. LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

POINTS SAILLANTS

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, le Ministère a reçu vingt-sept (27) demandes de renseignements en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le traitement de trois (3) demandes, déposées au cours du dernier exercice financier, a été reporté au présent exercice, ce qui porte à trente (30) le nombre total de demandes à traiter. Durant la période visée par le présent rapport, vingt-huit (28) demandes ont été traitées et deux (2) demandes actives ont été reportées à la période suivante. Vous trouverez le rapport statistique sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* aux pages 13 et 14.

RÈGLEMENT DES DEMANDES

Voici la répartition des demandes reçues durant la période visée par le présent rapport :

• Communication totale	3
• Communication partielle	14
• Aucune communication (exclusion)	0
• Aucune communication (exemption)	0
• Traitement impossible	8
• Abandon de la demande	2
• Transmission	<u>1</u>
TOTAL	28

COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale **ne peuvent être communiqués**, à défaut du consentement de l'individu qu'ils concernent, conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Suite aux vingt-sept (27) demandes formelles faites en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, telles qu'énumérées ci-haut, il y a des communications autorisées par le paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* qui peuvent être divulguées sans le consentement de la personne concernée (voir l'illustration 3). Ces communications représentent trois cent soixante (360) demandes et leur répartition est identifiée dans les paragraphes qui suivent.

Alinéa 8(2)(a)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou préparés par l'institution ou pour les usages qui sont compatibles avec ces fins* ».

Dix-sept (17) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(b)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *aux fins qui sont conformes avec les lois fédérales ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication* ».

Soixante-treize (73) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(c)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *communication exigée par subpoena, mandat ou ordonnance d'un tribunal [...] ayant le pouvoir de contraindre à la production de renseignements ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de renseignements* ».

Une (1) demande a été reçue et traitée en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(d)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *au procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral* ».

Trente-cinq (35) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(e)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *à un organisme d'enquête [...] en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites* ».

Trente et une (31) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(f)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada [...] et, d'autre part, le gouvernement d'une province [ou d'un territoire] [...] en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites* ».

Cent quatre-vingt-dix (190) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(j)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *pour des travaux de recherche ou de statistiques, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes : le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements*

sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent; et la personne ou l'organisme s'engageant par écrit auprès du responsable de l'institution à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification de l'individu qu'ils concernent ».

Deux (2) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(k)

La communication des renseignements personnels est autorisée « à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs ».

Onze (11) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

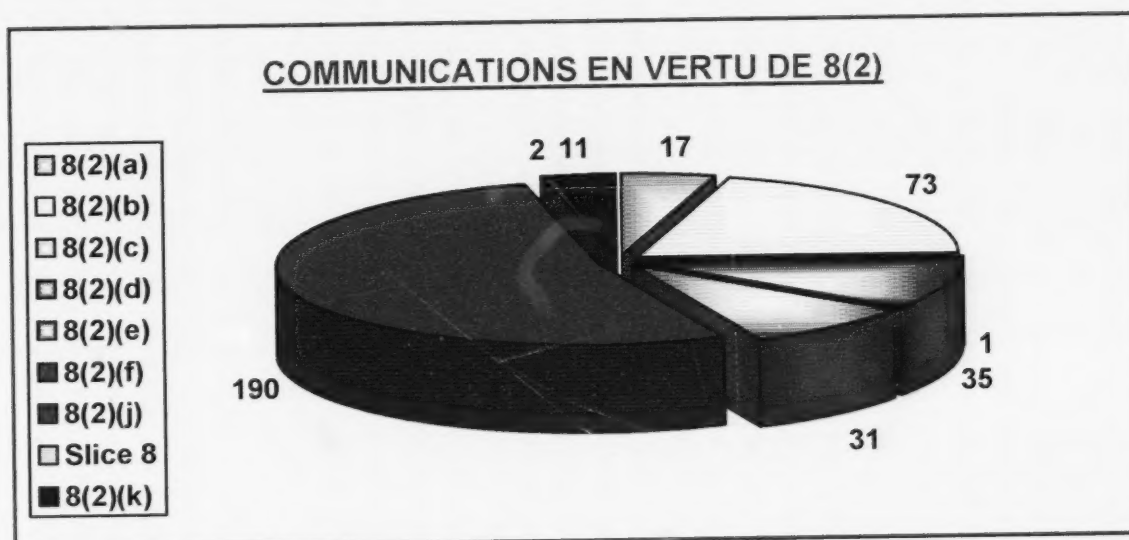


Illustration 3

PLAINTES ET ENQUÊTES

Pendant l'exercice financier 2006-2007, le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada n'a reçu qu'une (1) plainte contre le Ministère relativement au traitement des demandes présentées en vertu de la Loi. La plainte se poursuivra au cours du prochain exercice.



REPORT ON THE PRIVACY ACT RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution	Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada	Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2006 to / à 03/31/2007
-------------	---	---

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	27
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	3
TOTAL	30
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	28
Carried forward / Reportées	2

II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées	
1. All disclosed / Communication totale	3
2. Disclosed in part / Communication partielle	14
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	0
5. Unable to process / Traitement impossible	8
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	2
7. Transferred / Transmission	1
TOTAL	28

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	0
(b)	0
(c)	1
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	0
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23 (a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	14
S. Art. 27	1
S. Art. 28	0

IV Exclusions cited / Exclusions citées	
S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

V Completion time / Délai de traitement	
30 days or under / 30 jours ou moins	20
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	6
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	1
121 days or over / 121 jours ou plus	1

VI Extensions / Prorogations des délais		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	4	0
Consultation	1	0
Translation / Traduction	0	0
TOTAL	4	0

VII Translations / Traductions	
Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français 0
	French to English / Du français à l'anglais 0

VIII Method of access / Méthode de consultation	
Copies given / Copies de l'original	17
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Corrections and notation / Corrections et mention	
Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

X Costs / Coûts	
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$ 66 656.73
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 11 567.45
TOTAL	\$ 78 224.18
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	1.08





Supplemental Reporting Requirements for 2007- 2008

Privacy Act

Treasury Board Secretariat is monitoring compliance with the Privacy Impact Assessment (PIA) Policy (which came into effect on May 2, 2002) through a variety of means. Institutions are therefore required to report the following information for the 2007-2008 reporting period.

Indicate the number of:

Preliminary Privacy Impact
Assessments initiated: 4

Preliminary Privacy Impact
Assessments completed: 1

Privacy Impact Assessments
initiated: 19

Privacy Impact Assessments
completed: 2

Privacy Impact Assessments
forwarded to the Office of the Privacy
Commissioner (OPC): 2

If your institution did not undertake any of the activities noted above during the reporting period, this must be stated explicitly.

Exigences en matière d'établissement de rapports pour 2007-2008 Loi sur la protection des renseignements personnels

Le Secrétariat du Conseil du Trésor surveille la conformité à la Politique sur l'Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) (qui est entrée en vigueur le 2 mai 2002) par divers moyens. Les institutions sont donc tenues de déclarer les renseignements suivants pour la période de déclaration 2007-2008.

Prière d'indiquer le nombre :

d'évaluations préliminaires des facteurs
relatifs à la vie privée amorcées : 4

d'évaluations préliminaires des facteurs
relatifs à la vie privée achevées : 1

d'évaluations des facteurs relatifs à la
vie privée amorcées : 19

d'évaluations des facteurs relatifs à la
vie privée achevées : 2

d'évaluations des facteurs relatifs à la
vie privée acheminées au Commissariat
à la protection de la vie privée
(CPVP) : 2

Si votre institution n'a pas entrepris l'une ou l'autre des activités susmentionnées durant la période de rapport, cela doit être mentionné de façon explicite.

4. ADMINISTRATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ÉVALUATIONS DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) est un exercice étape par étape sur la circulation des renseignements personnels retenu par un programme ou un service. Ce processus permet au Ministère de déterminer si les nouvelles technologies, les systèmes informatiques, les initiatives, les programmes ou politiques proposés rencontrent les exigences de la protection des renseignements personnels du gouvernement fédéral.

Grâce à la section des politiques sur la protection des renseignements personnels de l'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP), l'ÉFVP est devenue un élément central des activités liées à la protection des renseignements personnels aux Affaires indiennes et du Nord Canada. En fournissant des conseils et des principes directeurs, y compris de la formation tant à l'oral qu'à l'écrit, la section a permis à tous les programmes du Ministère d'intégrer à leur planification de base la protection des renseignements personnels.

Une ÉFVP fait ressortir les points saillants concernant les renseignements personnels, existants ou nouvellement acquis, qu'ils soient conservés sur papier ou sur un autre support technique. Elle donne des réponses aux questions suivantes : Quels renseignements seront recueillis? Qui pourra avoir accès à l'information? Comment les renseignements et les données seront-ils conservés? Quels processus de gestion administrative seront établis? Qu'est-ce qui a justifié la décision d'utiliser les renseignements recueillis? La section des politiques sur la protection des renseignements personnels a fourni, au bureaux des programmes et leurs éléments, les directives relatives à l'ÉFVP de sa préparation au produit final.

La section des politiques sur la protection des renseignements personnels a prodigué de précieux conseils sur le respect de la vie privée, lesquels ont été appliqués aux nouvelles mesures mises de l'avant. Par conséquent, les modifications qu'elle a proposées amélioreront la façon dont les renseignements personnels sont protégés à l'échelle du Ministère. On est à établir des procédures dans le but de s'assurer que, tout au long de leur cycle de vie, les processus et les programmes du Ministère sont exécutés de manière à protéger les renseignements personnels et que les décisions stratégiques concernant la collecte et l'utilisation des données reposent sur les principes d'équité dans le traitement des renseignements.

Lors du dernier exercice financier, AINC a complété deux ÉFVPs, tel qu'indiqué au rapport statistique.

APPENDICES :

Appendice A – *Loi sur l'accès à l'information* – Ordonnance de délégation de pouvoirs

Appendice B – *Loi sur la protection des renseignements personnels* – Ordonnance de délégation de pouvoirs

ANNEXES :

Annexe A.1 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*

Annexe B.1 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*

Annexe A.2 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe B.2 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien et interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and
Northern Development and Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

APPENDICE A

Loi sur l'accès à l'information - Ordonnance de délégation de pouvoirs

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, j'autorise par les présentes les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer, à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tel qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590, 12061 et 12058) et ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

Access to Information Act - Delegation Order

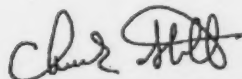
Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Access to Information Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590, 12061 and 12058) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those powers,

Canada

fonctions dévolues au ministre en tant que
chef de cette institution administrative du
gouvernement en vertu de la Loi, et tel
qu'énoncées dans l'annexe B ci-jointe.

duties or functions of the Minister as the
Head of the government institution under
the Act, and as set out in the attached
Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 24 2008
Dated at Gatineau, the 6 of May 2008

Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien et interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and
Northern Development and Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

APPENDICE B

Loi sur la protection des renseignements personnels - Ordonnance de délégation de pouvoirs

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, j'autorise par la présente les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur / gestionnaire (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tels qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590, 12081 et 12058), ainsi que ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

Privacy Act - Delegation Order

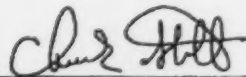
Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Privacy Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator / Manager (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590, 12081 and 12058) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those

Canada

fonctions dévolues au ministre en tant que
chef de cette institution administrative du
gouvernement en vertu de la Loi et tels
qu'énoncés dans l'annexe B ci-jointe.

powers, duties or functions of the
Minister as the Head of the government
institution under the Act, and as set out
in the attached Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 24 2006
Dated at Gatineau, the 24 of May 2006

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE
LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour procéder avec sa demande
- 7(a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transférer la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 10 Refus de confirmer si l'information existe ou non
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 12 Donner accès aux documents sous autres formes de communication
- 13 Prélever des renseignements obtenus à titre confidentiel
- 14 Prélever des renseignements protégés sur les affaires fédérales provinciales
- 15 Prélever des renseignements protégés sur les affaires internationales ou la défense
- 16 Prélever des renseignements protégés sur l'exécution de la loi et les enquêtes
- 17 Prélever des renseignements protégés pour la sécurité des individus
- 18 Prélever des renseignements protégés sur les intérêts économiques du Canada
- 19 Prélever des renseignements personnels
- 20 Communiquer ou refuser de communiquer des renseignements de tiers
- 21 Prélever des renseignements protégés sur des avis, des décisions prises par le gouvernement, des projets ou des positions envisagées dans le cadre de négociation, etc.

- 22 Prélever des renseignements protégés sur les examens et les vérifications
- 23 Prélever des renseignements protégés en raison du secret professionnel qui lie un avocat à son client
- 24 Prélever des renseignements protégés en raison des prescriptions d'autres lois
- 25 Prélever de l'information
- 26 Refuser de communiquer pour cause de publication dans un délai de 90 jours
- 27(1)(4) Aviser les tiers que leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28(1)(2) Recevoir les observations/représentations des tiers;
- 28(4) Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 29(1) Communiquer les renseignements sur la recommandation du commissaire à l'information
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 37(4) Communiquer les renseignements au plaignant
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers
- 52(2)(3) Appliquer des règles spéciales concernant les auditions à huis clos
- 69 Exclure des documents confidentiels du Cabinet
- 71 Consulter et exclure des renseignements des manuels
- 72(1) Établir du rapport annuel à présenter au parlement
- 77 S'acquitter des responsabilités dévolues au Chef de l'institution par suite de règlement pris en vertu de l'article 77 qui porte sur des aspects dont il n'est pas question ci-dessus

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour procéder avec sa demande
- 7(a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transférer la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 27(1)(4) Aviser les tiers que leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28(1)(2) Recevoir les observations/représentations des tiers;
- 28(4) Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA
LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 8(2) Divulguer des renseignements personnels sans le consentement de l'individu qui le concerne
- 8(4) Conserver des copies des demandes reçues en vertu de l'alinéa 8(2)(e), une mention des renseignements communiqués et mettre cette copie et cette mention à la disposition du Commissaire à la protection de la vie privée
- 8(5) Aviser par écrit le commissaire à la protection de la vie privée de la communication des renseignements en vertu de l'alinéa 8(2)(m)
- 9(1) Faire un relevé de l'usage des renseignements personnels
- 9(4) Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage de l'information à des fins compatibles avec celles auxquelles les renseignements ont été recueillis et mettre le répertoire à jour
- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 14 Répondre à la demande de communication de renseignements dans les délais prévus par la loi; communiquer les renseignements ou aviser le demandeur
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 16 Refus de communication
- 17(2)(b) Version de la communication ou autre forme de communication
- 17(3)(b) Autre forme de communication
- 18(2) Refus de divulguer de l'information se trouvant dans un fichier inconsultable

- 19(1) Refus de divulguer des renseignements personnels obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement
- 19(2) Divulguer au besoin des renseignements personnel mentionnés à l'alinéa 19(1) si le gouvernement en question consent à la divulgation ou rend les renseignements publics
- 20 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice aux affaires fédérales provinciales
- 21 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice à la conduite des affaires internationales et à la défense
- 22 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice au maintien de l'ordre public et à des enquêtes
- 23 Refus de divulguer des renseignements recueillis pour des enquêtes de sécurité
- 24 Refus de divulguer des renseignements recueillis par le Service canadien des pénitenciers, le Service national de libération conditionnelle ou la Commission nationale des libérations conditionnelles
- 25 Refus de divulguer des renseignements pouvant nuire à la sécurité des individus
- 26 Refus de divulguer de l'information concernant d'autres individus, et refuser de les divulguer lorsque leur communication est interdite en vertu de l'article 8
- 27 Refus de divulguer des renseignements personnels qui sont protégés par le secret professionnel liant un avocat à son client
- 28 Refus de divulguer des renseignements sur la santé physique ou mentale de l'individu lorsque leur communication lui desservirait
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter
- 33(2) Présenter des observations au Commissaire à la protection de la vie privée pendant une enquête
- 35(1) Prendre acte des constatations du rapport du Commissaire à la protection de la vie privée à la suite de son enquête et l'aviser des mesures prises
- 35(4) Communiquer les renseignements au plaignant après en avoir avisé le Commissaire à la protection de la vie privée en vertu de l'alinéa 35(1)(b)
- 36(3) Prendre acte des conclusions du rapport du Commissaire à la vie privée découlant d'une enquête concernant un fichier inconsultable

- 37(3) Prendre acte des conclusions du Commissaire à la protection de la vie privée à l'issue de son enquête sur la mesure dans laquelle une institution fédérale a appliqué les articles 4 à 8
- 51(2)(b) Demander qu'une affaire fasse l'objet d'une audition et soit tranchée dans la région de la capitale nationale
- 51(3) Demander le droit de présenter des arguments aux auditions menées en application de l'article 51
- 72(1) Dresser un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter de responsabilités dévolues au chef de l'institution en application des règlements pris en vertu de l'article 77 dont il n'est pas question ci-dessus

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉLÉGATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA
LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter